

# Maouloud Nabawi Soufi 2023: Les prêches de naissance et de baptême auront lieu à Djicorni Para et à Sénou

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 27 SEPTEMBRE

# 1432

www.malikile.com

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Report des élections

## Forte désapprobation des politiques



Crash d'avion militaire à Gao  
Le mystère !



Prolongation de la transition : Moussa Mara et son parti soupçonnent un «caractère prémédité»



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**26** Sept.  
2023

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



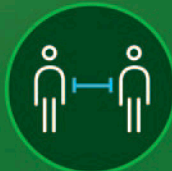
Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Toussier ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**13**

Nouveaux cas confirmés

**0**

Nouveaux guéris

**0**

Nouveaux décès

**0**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**698873** Vaccinations incomplètes

**3742757** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**33150**

**Guéris**

**32331**

**Décès**

**743**

dont 01 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.26



P.20



## / Une /

Report des élections : P.4  
Forte désapprobation des politiques

## / Breves /

Maouloud Nabawi Soufi 2023 : Les prêches de naissance et de baptême P.13  
auront lieu à Djicorni Para et à Sénou  
Levée du blocus sur Tombouctou : Le mouvement Tabalé prône le dialogue P.13  
SENARE : Les dons aux déplacés de Niamana et de Garantibougou P.14  
Journée des pharmaciens : Les clients dénoncent la cherté des produits P.15  
Report de la présidentielle au Mali : Les militaires accusent une entreprise française P.16

## / Actualité /

Crash d'avion militaire à Gao : Le mystère ! P.18  
EDM-SA : Ce qui ne va pas ex-ministres de l'Energie et ex-DG dans l'œil du cyclone P.19  
A L'ONU: Le Burkina Faso et le Mali expriment leur soutien aux autorités nigériennes P.21

## / Politique /

Prolongation de la transition : Moussa Mara et son parti soupçonnent un « caractère pré-médité » P.23  
Hommes politiques : Ils ont trahi le Mali et les maliens ? P.24  
Soutien aux FAMA : Appel aux patriotes P.26  
Le Président Alpha Oumar Konaré : « L'indépendance pour un peuple est une question éternelle » P.28

## / Culture & Société /

L'INA : P.31  
Le ministre Andogoly Guindo annule la vente des locaux

## / International /

Burkina Faso : Suspension de « tous les supports de diffusion » de Jeune Afrique P.32  
Retrait français du Niger : “un moment historique” selon le CNSP, “une victoire” pour les souverainistes P.33

## / Sport /

Real Madrid : Javier Tebas annonce l'arrivée de Kylian Mbappé P.35

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- Gérant: Moctar Sow
- Rédacteur en Chef: .....
- Rédaction Générale: Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- Service Commercial: Youssef Diarra
- Secrétariat: Fatou SISSOKO



# Report des élections **Forte** désapprobation des politiques

**M**alikilé l'avait prédit, l'annonce du report, même léger, de l'élection présidentielle initialement prévue pour les mois février 2024 a suscité une vive polémique au sein de la société malienne. Pendant que quelques associations nouvellement créées faisaient passer des communiqués de soutien via la chaîne de télévision nationale, des personnalités et partis politiques ont investi les réseaux sociaux pour manifester au

mieux leurs réserves sinon leur désapprobation. Pour certains d'entre-deux ! Il s'agit, ni plus ni moins pour les autorités de la Transition de se maintenir au pouvoir. Florilège !

**Lisons les réactions reçues à la rédaction du votre quotidien digital**

**Déclaration officielle IDEMIA:**

IDEMIA a fourni au gouvernement

malien le système d'identité civile #RAVEC pour le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (#MATD). La conformité et la transparence sont des priorités absolues pour IDEMIA.

IDEMIA a toujours exécuté intégralement ses obligations au titre du contrat relatif au système RAVEC depuis sa conclusion avec le gouvernement malien en 2015. Il n'y a pas



de litige en cours entre IDEMIA et les autorités maliennes.

### Affaire IDEMIA-État du Mali

La réaction de Me Mamadou Ismaïla Konaté ancien Ministre de la Justice

Voici ce qui est nommé une « prise d'otage » de la base de données #RAVEC :

La cabale, la fuite en avant et la duperie ne peuvent longtemps constituer un style de gouvernement ! Voici trois ans que le quintette de colonels, constitué en #CNSP, a pris les rênes du pouvoir, en renversant le régime du Président #IBK. Depuis cinq ans, un contrat d'assistance est signé avec une société française -#IDEMIA- pour un montant de F.CFA 12.552.100.000. Depuis le 18 août 2020, le #CNSP et tous ses gouvernements savent que sur ce montant, l'État du Mali a déjà réglé la somme de F.CFA 7.280.218.000.

Tous savent également que l'État du Mali reste débiteur d'une somme reliquataire sur le contrat de F.CFA 5 271 882 000 à ce jour.

N'ayant jamais réglé cette somme, ce, en violation des prescriptions du contrat qui le lie régulièrement à cette société-IDEMIA-, l'Etat du Mali, qui a néanmoins et malgré tout continué d'utiliser les services de cette même société française : encore récemment à l'occasion du référendum d'adoption de la Constitution. C'est ce même État du Mali qui n'a jamais annulé le contrat et ne l'a pas non plus dénoncé qui s'en prend à son cocontractant pour le livrer à la vindicte. Se faisant, il tente de maquiller sa faute et son incapacité à régler les affaires publiques. Alors qu'il se sait fautif et en tort, fort curieusement, il exige de son cocontractant de lui remettre le code lui permettant d'accéder aux informations #RAVEC, sans préalablement régler sa facture.

C'est dans un tel contexte qu'il feint de prendre à témoin l'opinion malienne. Pour justifier son incapacité à tenir ses engagements vis-à-vis des citoyens maliens et de la communauté internationale, notamment la Ecowas - Cedeao, consécutifs au chronogramme de retour à un ordre constitutionnel, l'Etat du Mali a décidé de renvoyer sine die le scrutin présidentiel. Il se dit même désormais incapable d'organiser les autres élections majeures, parlementaires et locales, pour lesquelles il s'était pourtant engagé. Il ouvre ainsi la perspective, à la fois inquiétante et tumultueuse de toutes les incertitudes. Le plus incompréhensible est qu'il dit qu'il va procéder lui-même au traitement des données électorales, par l'entremise notamment des services de l'administration territoriale. Or, il sait les limites objectives d'une telle option, au regard de la sensibilité du sujet, du temps imparti et de

la faible capacité intrinsèque à rendre disponibles des données fiables.

Le gouvernement de transition ouvre ainsi les voies à toutes les confusions et tumultes et nous dirige vers de nouvelles crises dans le pays.

**Mamadou Ismaël Konaté ancien ministre de la justice, Avocat.**

### COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA LDC SUR LA PROLONGATION DE LA TRANSITION

La Ligue Démocratique pour le Changement a appris avec grosse déception mais sans surprise dans un communiqué daté du 25 septembre 2023 la tentative de prolongation de la transition par le gouvernement de transition.

La Ligue Démocratique pour le Changement désapprouve et condamne sans équivoque cette tentative de prise en otage de la démocratie malienne.

La Ligue Démocratique pour le Changement invite le gouvernement à renoncer à son projet et à organiser l'élection présidentielle au mois de février 2024 comme déjà proposé aux maliens et convenu avec la communauté internationale.

Face à l'enlisement évident de la transition, la Ligue Démocratique pour le Changement fait appel à tous les maliens, en particulier les acteurs politiques, à œuvrer pour l'organisation de l'élection présidentielle comme

prévu pour un retour à l'ordre constitutionnel.

La Ligue Démocratique pour le Changement invite ses militants et sympathisants à rester mobilisés afin d'aider notre pays à sortir de l'impasse actuelle.

Longue vie à la Ligue Démocratique pour le Changement.

Que Dieu bénisse le Mali et les maliens.

BAMAKO, le 26 septembre 2023

Le Président de la LDC M.  
**Moussa Sinko COULIBALY**  
Officier de l'Ordre national du Mali

### COMMUNIQUÉ SUR UNE NOUVELLE PROLONGATION DE LA TRANSITION

Le Parti YELEMA « Le Changement » a appris, à travers un communiqué du Gouvernement, une nouvelle prolongation de la transition pour une durée non déterminée, après plus de trois ans et sans atteindre les objectifs qu'elle s'est elle-même fixée.

Le Parti YELEMA « Le Changement » a été surpris, du fait que parmi les raisons évoquées, aucune ne mentionne la situation sécuritaire difficile du pays qui, à nos yeux, pourrait être une raison consensuelle nationale pour un possible report des élections devant mettre fin à la transition et au retour

définitif à un ordre constitutionnel normal.

Cependant force est de constater que les autorités de la transition ont surtout mis l'accent sur le manque d'anticipation, l'incompétence de ses hommes et leur refus d'honorer leurs engagements contractuels avec des partenaires sensés produire les documents électoraux. Toute chose qui est de nature à jeter de lourds soupçons sur le caractère prémédité de cette prolongation.

Le Parti YELEMA « Le Changement » informe que cette nouvelle prolongation, outre qu'elle viole la Charte de la transition, n'a fait l'objet d'aucune discussion interne entre les forces vives et ne saurait être une décision consensuelle.

Le Parti YELEMA « Le Changement » rappelle que la transition a pour mission de créer les meilleures conditions d'un retour à l'ordre constitutionnel, dans le respect de la Charte de la transition et de nos engagements pris sans contrainte, devant le peuple malien et avec les partenaires du Mali.

Le Parti YELEMA « Le Changement » rappelle avoir noté avec regret :

- de nombreux dysfonctionnements dans la conduite du processus de retour à l'ordre constitutionnel. Ce qui n'honore pas l'esprit de la refondation tant prônée par les autorités de la transition et tant rêvée par les Maliens.

**malikile.com**  
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

74<sup>me</sup> l'actualité  
MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

- de nombreuses alertes sur le caractère intenable du calendrier établi en son temps par le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation. Nous aurions souhaité nous tromper, mais le choix d'organiser la seule élection qui met fin au processus électoral, après une seconde prolongation et sans délai, nous donne raison.
- de nombreux appels relatifs aux risques que prenaient les autorités de la Transition en décidant de choisir les membres de l'Autorité dite Indépendante de Gestion des Élections par tirage au sort. Une pratique qui n'était à nos yeux, ni légale, ni représentative avec la possibilité d'avoir un organe avec un déficit important de compétence et incapable de conduire notre processus électoral à hauteur de souhait.
- des concertations de façade effectuées dans le Cadre de Concertation National motivées uniquement par la détermination des autorités de la transition de légitimer sur le dos des maliens leur décision de prolongation pour une seconde fois du délai de la transition.

Le parti YELEMA « Le Changement » prend date devant l'histoire et met les autorités en garde sur les risques qu'ils font peser sur notre pays dans leur approche solitaire, non consensuelle, non inclusive pour des objectifs inavoués.

Enfin, le Parti YELEMA « Le Changement » pense que pour le Mali, aucun sacrifice n'est de trop ; il invite une fois encore les autorités de la transition à travailler à unir davantage les Maliens, dans la vérité et dans la transparence sans lesquelles elles hypothéqueraient une

grande partie du travail qu'elles estiment abattre pour un Mali libre, respecté et de progrès.

Bamako, le 25 septembre 2023

Le Président

■ **Dr Youssouf DIAWARA**  
Chevalier de l'Ordre National

## COMMUNIQUE DE LA COORDINATION DES ORGANISATIONS DE L'APPEL DU 20 FEVRIER 2023 POUR SAUVER LE MALI

La Coordination des organisations de l'appel du 20 février 2023 pour sauver le Mali,

-prend acte de la décision unilatérale du Gouvernement de la Transition d'organiser exclusivement l'élection présidentielle pour mettre fin à une transition qui n'a que trop duré contrairement à son engagement initial ;

-prend également acte de la modification unilatérale des dates de la tenue du 1<sup>er</sup> tour et du 2<sup>em</sup> tour de l'élection présidentielle respectivement annoncé pour les 4 et 18 février 2024.

La Coordination des organisations de l'Appel du 20 février, réaffirmant son attachement à ses objectifs, rappelle que ceux-ci se résument aujourd'hui, après un semblant referendum constitutionnel, au retour à l'ordre constitutionnel et le respect du chronogramme électoral de la transition.

Au regard des menaces graves liées à ces modifications unilatérales et surtout leurs conséquences sur les populations maliennes déjà meurtries par une transition de plus de trois ans de souffrances ahurissantes, l'Appel reste intransigeant sur le respect du 04 février 2024 pour organiser le 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle et tenir s'il y a lieu le 2<sup>e</sup> tour de la présidentielle le 18 février 2024 mettant ainsi définitivement fin à la Transition.

Tout report en dehors de ces dates conduirait la Coordination des organisations de l'appel du 20 février pour sauver le Mali à tirer toutes les conséquences qui s'imposent.

Pour la coordination des organisations de l'Appel du 20 février pour sauver le Mali, les dates sus indiquées restent irréversibles pour un retour à l'ordre constitutionnel.

Fait à Bamako, le 25 Septembre 2023

Pour la Coordination



## Communiqué du Parti Union An Ka Bolo Di Gnogon Ma

Le Comité Exécutif Central (C.E.C) du Parti UNION An ka bolo di gnogon ma exprime son profond désaccord face à la décision du gouvernement de la Transition de reporter la date de l'élection présidentielle. Il considère que ce report pourrait prolonger la souffrance de notre peuple et entraver notre quête d'un avenir démocratique.

Le gouvernement de la Transition prétend invoquer des raisons techniques pour justifier ce report, notamment des modifications constitutionnelles et la gestion de la Base de données du Recensement Administratif à Vocation d'état civil (RAVEC) par le prestataire IDEMIA. Cependant, il est évident que ces problèmes auraient pu être anticipés et résolus de manière plus efficace. Le C.E.C rappelle que l'élection référendaire s'est tenue dans les mêmes conditions approuvée et félicitée par toutes les institutions de la Transition.

Le C.E.C exhorte le gouvernement à reconsidérer sa décision de reporter l'élection présidentielle et à travailler activement à la résolution des problèmes techniques qui se posent. La volonté du peuple malien doit primer, et tout retard dans la transition vers un ordre constitutionnel normal est inacceptable.

Le C.E.C appelle toutes les parties prenantes, y compris l'Autorité indépendante de Gestion des Élections (AIGE), à agir avec diligence pour garantir que les élections présidentielles se déroulent à la date prévue initialement. Le Mali a besoin de stabilité, de démocratie et de justice, et tout retard ne fera qu'aggraver nos problèmes.

Le peuple malien reste résolu dans son engagement envers un avenir démocratique, pacifique et prospère. Nous sommes unis dans notre quête pour une meilleure gouvernance et nous surveillerons de près les actions du gouvernement de la Transition.

Que Dieu bénisse le Mali et guide notre nation vers un avenir meilleur.

Bamako, le 25 septembre 2023

Pour Le Comité Exécutif Central

Le Secrétaire Politique



M. Mamadou TOUNKARA



## ■ Sory de Motti



Leger report  
Février non, juin?  
Espérons dessus.

## ■ Fatima Walet Diallo



Au Mali on peut plus faire la différence  
entre journaliste et communicant, telle-  
ment la dignité est en perte dans le domaine

## ■ Youssouf Diallo



Je pense que la philanthrope Batouly  
peut nous aider à éponger les 5 milliards  
d'IDEMIA pour sauver le pays en crise.



## ■ Ammy Baba Cisse



Alerte : Gao risque une pénurie de riz et  
des opérateurs économiques le confir-  
ment. L'embargo sur le Niger n'offre pas d'op-  
tion.

## ■ Oumar Koné



La fête de Maouloud sera célébrée dans  
la nuit du mercredi 27 à jeudi 28 septembre  
2023 Insh'Alla.

## ■ @AlerteTemoin



Mali: Goita et son régime veulent salir le  
nom des militaires. Le militaire, c'est le respect de la pa-  
role donnée. Vous arrivez à faire un référendum et vous  
ne pouvez pas organiser des élections. Tout cela, le goût  
du pouvoir.

## ■ Etienne Fakaba SISSOKO



@etiooo

«LA TRANSITION PERD SA CRÉDIBILITÉ E T  
NUIT À L'IMAGE DU MALI : Les raisons avancées par le  
gouvernement pour reporter les élections présiden-  
tielles ne sont guère convaincantes. Il faudrait être  
crédule pour les accepter. Au-delà des doutes persis-  
tants concernant l'argument de la prétendue prise en  
otage des données biométriques, qui ne remonte qu'à  
mars 2023, les élections référendaires se sont déroulées  
dans des conditions désastreuses, loin de respecter les  
normes d'intégrité, de transparence et de crédibilité  
électorales. Pourtant, les résultats ont été approuvés  
par la cour constitutionnelle. Nous sommes désormais  
dans la 4e République. Aujourd'hui, invoquer les condi-  
tions actuelles de la tenue de l'élection présidentielle  
ressemble à une moquerie envers le peuple malien.  
L'objectif a toujours été de prolonger la transition. L'ar-  
gument d'une situation sécuritaire précaire aurait sans  
doute été plus crédible que cette mascarade qui nous  
est servie actuellement. Notre Force, c'est notre déter-  
mination. Étienne Fakaba Sissoko



**Etienne Fakaba Sissoko** ✓

À l'instant · 🌐

"LA TRANSITION PERD SA CRÉDIBILITÉ ET NUIT À L'IMAGE DU MALI :

Les raisons avancées par le gouvernement pour reporter les élections présidentielles ne sont guère convaincantes. Il faudrait être crédule pour les accepter. Au-delà des doutes persistants concernant l'argument de la prétendue prise en otage des données biométriques, qui ne remonte qu'à mars 2023, les élections référendaires se sont déroulées dans des conditions désastreuses, loin de respecter les normes d'intégrité, de transparence et de crédibilité électorales. Pourtant, les résultats ont été approuvés par la cour constitutionnelle. Nous sommes désormais dans la 4e République. Aujourd'hui, invoquer les conditions actuelles de la tenue de l'élection présidentielle ressemble à une moquerie envers le peuple malien. L'objectif a toujours été de prolonger la transition. L'argument d'une situation sécuritaire précaire aurait sans doute été plus crédible que cette mascarade qui nous est servie actuellement.

Notre Force, c'est notre détermination.

Étienne Fakaba Sissoko



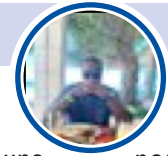
■ **Serge Daniel**



@sergedanielinfo

#Mali-Nord-Kidal/ (suite pas fin ) D'après mes informations , après un Face à face très tendu ce 26/9/ entre FAMA et CMA sur une route qui mène à Kidal , l'une des deux parties a effectué un repli. La tension baisse mais vigilance des deux côtés. Les civils ont quitté les lieux.

■ **Samba Gassama General**



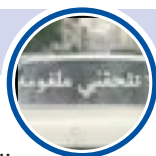
@SambaGassamaG

Mali : le campus universitaire comme une pou-drière Des armés retrouvés dans le campus universitaire suite à une descente musclée des forces de l'ordre sur le campus universitaire : quarante-neufs (49) étudiants interpellés ont été déférés au Parquet de la Commune V ce matin suivant les PV: 1-PV n 0439/CP-T du 25/09/2023 pour détention illégale d'effets militaires dans l'espace universitaire (09 étudiants ont été déférés); 2-PV n 0440/CP-T du 25/09/2023 pour détention de Chicha en milieu Universitaire (10 étudiants ont été déférés); 3-PV n 0441/CP-T du 25/09/2023 pour détention illégale d'armes à feu, de Munitions, d'armes blanches et complicité (30 étudiants ont été déférés).





## ■ Wassim Nasr



@SimNasr

Combats entre l'armée et les rebelles  
#CSP au #Mali : Après les affrontements de #Ber, #Bourem & #Léré est-ce la fin de l'accord d'Alger, comment se positionne le #JNIM, quel apport de #Wagner dans cette poussée dans le nord

@julienfanciulli

@France24\_fr

## PLUS ÇA DURE PLUS C'EST DUR

Il est temps de nous concentrer sur la construction d'institutions solides et durables, et sur la mise en place de politiques qui profitent à l'ensemble de notre peuple. Un pays fort et stable ne peut être bâti que sur un socle de gouvernance cohérente et prévisible.

Cessons de chercher des solutions temporaires et engageons-nous dans la voie de la stabilité et du progrès à long terme pour le bien de tous.

Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR

## ■ KONATE Malick



@konate90

Comment avons-nous organisé les élections r é f é - rendaires sans ces données ? C'est l'art de se dribbler soi-même tout en gardant le ballon... #Bèki\_Takè

## ■ Yeah Samake



Chers compatriotes,

Dans cette période cruciale de notre histoire, il est essentiel de nous rappeler que la stabilité et la constance sont les piliers de toute nation prospère. Les transitions, si elles sont prolongées indéfiniment, n'apportent que l'incertitude et freinent le développement.





# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, les cotisations que vous versez à l'INPS servent à payer les prestations aux quelles ont droit vos travailleurs.

20 70 51 75 36123 inps@inps.ml www.inps.ml INPS\_Mali INPS.Mali



# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, assurez les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité au travail en dotant votre personnel de moyens adéquats de protection individuels et collectifs.

20 70 51 71 36123 inps@inps.ml www.inps.ml INPS\_Mali INPS.Mali



# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs ! faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.

20 70 51 73 36123 inps@inps.ml www.inps.ml INPS\_Mali INPS.Mali



# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs! la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.

20 70 51 74 36123 inps@inps.ml www.inps.ml INPS\_Mali INPS.Mali

## Maouloud Nabawi Soufi 2023 Les prêches de naissance et de baptême auront lieu à Djicorni Para et à Sénou



Cette annonce a été faite par le Grand Guide Spirituel des Soufis, Cheick Bilal Diallo, à travers une vidéo publiée sur les réseaux sociaux dans la soirée du lundi 25 septembre 2023. Cela fait plus de dix ans que la Communauté musulmane des Soufis du Mali, sous la haute guidance de son Cheikh Soufi Bilal, célèbre chaque année le Maouloud, couplé à leur Festival International Maouloud Soufi au Stade Omnisport Modibo Keita.

Le Maouloud est un moment pour les soufis de célébrer le dernier prophète de l'humanité, Mohamed, à travers ses actes et paroles qu'il a laissés aux musulmans du monde entier, afin d'être récompensés dans l'au-delà. Les activités comprennent les deux grands prêches (naissance et baptême), des nuits culturelles dédiées aux pays hôtes, une kermesse pour les enfants, des conférences-débats, des séances de lecture du Saint Coran et des Wazifat collectif dadriya.

Pour l'édition de Maouloud Nabawi Soufi 2023, prévue du 26 septembre au 4 octobre prochain, dont le thème est «Soufisme et Modernité : Quelle Approche ?», il ne sera pas célébré au Stade Omnisport Modibo Keita comme d'habitude. El Hadj Cheick Soufi Bilal DIALLO, Grand guide spirituel de la communauté soufi, expliquera à travers la vidéo à ses adeptes que cela est dû aux travaux en cours au sein du stade omnisports Modibo Keita. Les prêches du Maouloud de cette année se tiendront dans les quartiers Djicoroni Para et Sénou, car selon lui, l'espace de leur mosquée ne pourra pas contenir les fidèles musulmans. Pour cela, le comité d'organisation a décidé qu'il anime-

ra deux prêches, l'un pour la naissance et l'autre pour le baptême. Ceux de la rive gauche sont appelés à venir à sa mosquée à Djicoroni Para, et ceux de la rive droite dans sa mosquée à Sénou. Quant aux autres activités du Maouloud, elles se tiendront à Sénou.

Bokoum Abdoul Momini

## Levée du blocus sur Tombouctou : Le mouvement Tabalé prône le dialogue

Réaffirmant son inquiétude quant au blocus sur Tombouctou, le mouvement Tabalé a appelé les autorités de la transition, dans un communiqué le 19 septembre, à ouvrir immédiatement les négociations avec les auteurs de ladite restriction en faisant recours aux ressortissants locaux responsables, crédibles, respectés et écoutés.

Dans son communiqué sur le blocus imposé à la région de Tombouctou par les groupes terroristes, le Mouvement Tabalé indique suivre la situation avec inquiétudes parce que cette restriction a des effets désastreux sur la région et affecte les populations innocentes depuis bientôt un mois.

En effet, depuis début août les voies d'accès à la ville de Tombouctou sont assiégées par des groupes terroristes refusant tout approvisionnement de la ville en denrée de première nécessité.

« Le Mouvement Tabalé invite à la mobilisation générale autour de cette région, afin de trouver des solutions urgentes à son isolation, pour atténuer les peines des populations civiles qui sont les plus grandes victimes, et dont le Mouvement Tabalé compatit aux dures épreuves », indique le communiqué du Tabalé, signalant que sa contribution citoyenne et patriotique à la cohésion sociale s'est régulièrement inscrite dans le cadre du dialogue et les négociations pour contribuer à la pacification et de stabilisation du Mali.

« Cette posture n'est ni un déni de la légalité de la guerre devant des situations de nécessité absolue ni une mise en cause de l'exercice de la souveraineté de notre État sur toute l'étendue du territoire national, de Kayes à Gao, de Sikasso à Taoudéni », a précisé le Mouvement Tabalé.

Toutefois, considérant les enjeux géopolitique et géostratégique de la crise au Mali, et suite à l'analyse approfondie de la dynamique politique et sécuritaire qui prévaut entre l'État et les mouvements signataires de l'Accord d'Alger, le Mouvement Tabalé est arrivé à la conclusion qu'il n'existe pas d'obstacles infranchissables entre les acteurs par le dialogue.

Convaincu de cette posture et fidèle à cette ligne de conduite, le Mouvement Tabalé a proposé pour la levée du blocus de Tombouctou, et l'arrêt de toutes les hostilités au profit des discussions : d'ouvrir immédiatement



les négociations avec les auteurs du blocus, en faisant recours aux ressortissants locaux responsables, crédibles, respectés et écoutés ; le renforcement des initiatives et actions humanitaires nationales enclenchées en faveur des populations de Tombouctou.

Également, le Mouvement Tabalé réitère son engagement en faveur de l'organisation d'un atelier de mutualisation autour de son projet de signature d'un nouvel ac-

cord inter malien, signé au Mali, par les Maliens, et dont l'application intégrale sera assurée par le peuple souverain du Mali, en remplacement à l'Accord d'Alger, qui est aujourd'hui à la fois dans une situation d'impasse et de caducité de fait.

**PAR SIKOU BAH**  
Info Matin

## SENARE:

### Les dons aux déplacés de Niamana et de Garantibougou

**Dans le cadre des activités de la deuxième édition de la semaine nationale de la réconciliation (SENARE), le ministère de la réconciliation, de la paix, de la cohésion nationale, chargé de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale, a procédé, hier mercredi, à la remise d'un important lot de kits scolaires, d'habits, de moustiquaires et de pagnes du 22 septembre aux déplacés de Niamana garbal et de Garantibougou. La cérémonie était présidée à Niamana par le colonel Malado Keita, en présence de certains partenaires et les déplacés sortis massivement pour la circonstance.**

**P**our la deuxième année consécutive, les autorités de la transition organisent la Semaine nationale de la réconciliation nationale. Une semaine marquée par des messages de sensibilisation et de cohésion sociale ainsi que beaucoup de bonnes actions à l'endroit des personnes qui sont dans le besoin.

Dans le cadre de cette semaine nationale de la réconciliation nationale, qui se déroule du 15 au 21 septembre, le département de tutelle a apporté un appui important aux déplacés résidents à Niamana près du garbal et ceux de Garantibougou en commune V du district de Bamako. Concomitamment à Bamako, les mêmes actions se déroulent dans d'autres localités du pays. L'objectif étant d'exprimer la solidarité de l'État aux populations néces-

siteuses, surtout celles affectées par la crise sécuritaire.

Les dons sont composés de kits scolaires (de la 1<sup>re</sup> année à la 9<sup>e</sup> année), des habits, des moustiquaires et des pagnes pour la célébration de la fête de l'indépendance.

Des dons qui viennent à point nommé quand on sait qu'à l'approche de la rentrée scolaire l'achat des fournitures scolaires constitue une réelle préoccupation pour beaucoup de parents d'élèves. Et qui mieux que les déplacés de la crise pour bénéficier de ces fournitures et autres kits ?

Le porte-parole des bénéficiaires, Boubou CISSÉ, a exprimé la joie et la satisfaction des déplacés face à ce geste des autorités de la transition.

Quant au porte-parole des partenaires, Tiémoko TRAORE, il a affirmé que le problème de nourriture constituait une préoccupation majeure pour les déplacés.

Pour ce faire, il a appelé les autorités à redoubler d'efforts en apportant des appuis alimentaires aux déplacés partout où ils se trouvent.

La conseillère technique du ministre de la Réconciliation nationale, le colonel Malado KÉÏTA, a affirmé que ces dons étaient symboliques et ne sont pas à vendre. Elle a appelé les déplacés à cultiver la paix et l'entente entre eux afin qu'après la crise tout le monde retourne chez lui dans la quiétude. Elle a beaucoup encouragé les élèves à étudier pour devenir des cadres du pays.

Malado KEITA a profité de l'occasion pour véhiculer des messages de paix, de cohésion sociale et de réconciliation nationale.

**PAR MODIBO KONE**  
Info Matin



## Journée des pharmaciens Les clients dénoncent la cherté des produits

**Les clients rencontrés à Bamako sont tous unanimes sur le professionnalisme et la disponibilité des pharmaciens au Mali. Mais ils déplorent la cherté de certains produits pharmaceutiques.**

« Bien que les produits soient chers, ce sont des gens qui travaillent bien », affirme une ménagère. Elle pense que « les médicaments proposés par les médecins valent mieux que l'automédication ». « La population malienne est relativement pauvre donc s'ils peuvent diminuer sur le prix des médicaments », recommande un chef de famille. Le syndicat national des pharmaciens du Mali se réjouit de mettre à la disposition de la population

plus de 90% des besoins en médicaments. Par ailleurs, les responsables apprécient bien la relation avec les clients. Même si cela n'est pas sans soucis, selon eux. Dr Souhel Moulaye Haïdara, Secrétaire Général du SYNAPHARM. « Nous exerçons ce métier par amour. Nous sommes là pour la population et nous allons continuer à les servir », dit-il. Dr Haïdara indique être conscient des difficultés, notamment « la lisibilité de certaines ordonnances, des gens qui ont besoin urgemment des médicaments ou encore des ruptures de médicaments ». Notons que cette célébration qui a débuté le samedi 23 septembre par un marathon de 13 km dans la capitale, a été bouclée ce 25 septembre au Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS). Le SYNAPHARM a remis au personnel un don de dispositifs et de réactifs de laboratoire. A noter que la journée mondiale des pharmaciens est célébrée chaque 25 septembre.

**Studio Tamani**



## Report de la présidentielle au Mali : Les militaires accusent une entreprise française

**L'entreprise IDEMIA se défend de toute obstruction du processus électoral et accuse le gouvernement malien de ne pas payer ses factures.**

**L**es militaires au pouvoir au Mali ont annoncé, lundi, le report de la présidentielle prévue en février 2024 et censée marquer le retour des civils à la tête du pays.

Les dates initialement retenues du 4 et du 18 février 2024 pour les deux tours "connaîtront un léger report pour des raisons techniques", a annoncé le porte-parole du gouvernement, le colonel Abdoulaye Maïga, dans une déclaration lue devant des journalistes à Bamako.

Il s'agit d'un nouvel ajournement de la part des militaires au pouvoir par rapport aux engagements pris sous la pression de la communauté des pays ouest-africains CE-DEAO en vue d'un transfert du pouvoir.

Les autorités citent parmi ces "raisons techniques" des facteurs liés à l'adoption en 2023 d'une nouvelle Constitution et à la révision des listes électorales, mais aussi un litige avec une société française, IDEMIA, qui serait impliquée dans le processus au niveau du recensement.

"Les nouvelles dates de l'élection présidentielle feront

l'objet [d'un] communiqué ultérieurement", ajoute le gouvernement.

Les autorités renoncent, par ailleurs, à organiser avant la présidentielle des législatives, initialement prévues fin 2023.

Le gouvernement "décide d'organiser, exclusivement, l'élection présidentielle pour sortir de la Transition. Les autres élections feront certainement l'objet d'un autre chronogramme [calendrier] qui sera établi par les nouvelles autorités, sous les directives du nouveau président de la République", dit le communiqué.

IDEMIA assure pour sa part qu'il n'existe "pas de litige en cours" avec les autorités maliennes, rapporte Le Monde Afrique, précisant qu'il n'y a "plus de cadre contractuel en vigueur" entre le groupe et le ministère malien de l'Administration territoriale et de la décentralisation, "en raison du non-paiement des factures".

Auteurs de coups d'État successifs en août 2020 et mai 2021, les militaires s'étaient d'abord engagés à céder la place à des civils élus après des élections présidentielle et législatives initialement programmées en février 2022.

Mais le gouvernement de transition dirigé par le colonel Assimi Goïta avait finalement fait savoir fin 2021 être dans l'incapacité de respecter le calendrier convenu avec la CEDEAO. Elle avait même envisagé de se maintenir plusieurs années supplémentaires, le temps selon elle de mener les profondes réformes nécessaires.

[trtfrancais.com](https://www.trtfrancais.com)







## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

**L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.**

**Article 4 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

**Article 6 :** Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Article 7 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

# Crash d'avion militaire à Gao

## Le mystère!

© aBamako.com avec AFP



**L**e samedi 23 septembre 2023, un avion militaire s'est écrasé près de l'aéroport de Gao, la plus grande ville du nord du Mali. Selon certaines sources, il semblerait que l'appareil ait manqué son atterrissage et se soit retrouvé hors-piste. Des images du crash ont montré un important nuage de fumée près de l'aéroport de Gao après cet incident. D'où venait l'appareil ? Quelle était la nationalité de l'équipage et quel est le bilan de l'incident ? Mystère !

Pour l'instant, les raisons de ce crash ne sont pas connues. L'identité du personnel à bord reste également floue. De plus, aucune source n'a encore établi le bilan de cet incident, bien que plusieurs sources l'aient confirmé.

Au départ, de nombreuses personnes pensaient que l'appareil qui s'est écrasé était affrété par le contingent allemand de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), basé à Gao dans le cadre de son désengagement. Mais ce n'est pas le cas. L'armée allemande utilise un Il-76 de Silk Way Airlines, qui a une queue peinte en bleu, contrairement à l'appareil qui a quitté la piste ce matin à Gao, dont la queue était blanche. D'ailleurs, la mission onusienne au Mali a indiqué ne pas être concernée par cet incident. Selon l'AFP, un porte-parole de l'armée allemande, toujours présente à Gao dans le cadre de la mission des Nations Unies au Mali (Minusma), a confirmé l'accident d'avion ce matin. «Selon les

informations dont nous disposons actuellement, l'avion a dépassé la piste d'atterrissage», a-t-il déclaré, précisant qu'il ne s'agissait pas d'un avion de l'armée allemande. «Il s'agit d'un avion de modèle Il-76 (de construction russe), qui est utilisé non seulement par les Russes, mais aussi par les forces maliennes et bien d'autres», a-t-il ajouté.

L'appareil qui a manqué son atterrissage est un cargo Ruby Star Iliouchine 76 (Il-76TD Candid) immatriculé EW-412TH. Basé en Biélorussie, cet appareil est généralement utilisé par l'armée de l'air russe pour le transport de troupes et de matériel. Il est généralement équipé d'un équipage de sept membres. Officiellement, l'armée russe n'est pas engagée au Mali. Cet avion pourrait donc transpor-

ter ce que Bamako qualifie d'«instructeurs» et que les Occidentaux estiment être des «mercenaires du groupe paramilitaire Wagner», dont le chef, Evgueni Prigojine, est décédé le mercredi 23 août dernier après le crash d'un aéronef alors qu'il se rendait à Saint-Petersbourg. Le correspondant de RFI, France 24 et TV5 Monde, Serges Daniel, a annoncé sur son compte X l'arrivée d'un important contingent militaire russe dans le Sahel. Alors qu'une omerta se fait sur cet incident, de nombreux Maliens s'interrogent encore aujourd'hui. Le cargo Ruby Star Iliouchine 76 (Il-76TD Candid) a dépassé le seuil de piste de la base aérienne de Gao et s'est enflammé peu après s'être immobilisé, pour

une raison encore inconnue. Selon des sources et les images diffusées, une épaisse fumée noire s'échappait alors de l'arrière du fuselage.

Pour l'instant, il n'y a encore aucune communication officielle sur cet événement, qui rappelle les conditions dans lesquelles un autre avion de l'armée malienne s'était écrasé près de l'aéroport de Gao le 4 octobre 2022. On ignore s'il s'agit d'un accident ou d'une action des groupes armés en conflit avec l'État malien.

Il est important de rappeler que récemment, plusieurs aéronefs de l'armée malienne ont connu le même sort. Parmi eux, on compte

un Su-25, 2 L-39, 2 hélicoptères, 1 IL-76 et un drone de reconnaissance de type Orlan-10. Ce dernier, qui s'est écrasé à quelques kilomètres à l'est de Gao, est souvent utilisé par les instructeurs russes pour vérifier les itinéraires à l'avance. En juillet 2022, l'État islamique au Sahel en a détruit un. La Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), une entité regroupant d'anciens rebelles du nord qui ont repris les hostilités avec les militaires maliens, a affirmé dans ses derniers communiqués avoir provoqué la destruction d'aéronefs de l'armée il y a quelques semaines. Jusqu'à présent, les autorités n'ont pas communiqué sur ces incidents.

**Binadjan Doumbia**

## EDM-SA:

# Ce qui ne va pas ex-ministres de l'Energie et ex-DG dans l'œil du cyclone

**Mercredi 20 septembre en conseil des ministres, l'ingénieur Abdoulaye Djibril Diallo est nommé nouveau directeur général d'Energie du Mali (EDM-SA), en remplacement de Koureissy Konaré, nommé en juillet 2022 qui avait lui-même remplacé Oumar Diarra après une vingtaine de mois à la tête de la société.**

**D**epuis dix ans déjà, la société Energie du Mali voit passer des directeurs généraux au rythme des délestages intempestifs. Il y a seulement trois mois, c'était le ministre en charge du secteur, Lamine Seydou Traoré, qui rendait son tablier. Mais alors qu'est-ce qui ne va pas à EDM-SA ? La société n'a jamais fait l'objet d'une vérification financière. Un audit demandé par le ministre Bintou Camara serait confié au procureur du Pôle économique. Selon certaines rumeurs, tous les anciens ministres de l'Energie et anciens DG d'EDM-SA vont être convoqués. Cela promet.

En charge du portefeuille des Mines, de l'Energie et de l'Eau depuis plus de 2 ans et demi, j'ai travaillé à [...] redresser la situation financière de la société Energie du Mali [...] Mes différents entretiens et demandes

d'arbitrage [...] n'ont malheureusement pas suffi à faire aboutir ma proposition de réorganisation de la société EDM et de déblocage des projets majeurs miniers et énergétiques [qui] portent sur [...] la transformation du mix énergétique d'EDM-SA se matérialisant par la substitution des énergies renouvelables au thermique". Voilà en substance le contenu de la lettre de démission de Lamine Seydou Traoré présenté au chef du gouvernement le 31 mai dernier. L'ancien directeur général, Oumar Diarra, avait tenu, lui, à faire savoir à la presse nationale à la suite d'un record de délestage jamais égalé en mars 2022 qu'"EDM-SA est une société structurellement déséquilibrée depuis plusieurs décennies du fait des coûts de production largement supérieure aux prix de vente de l'électricité à la clientèle", précisant qu'en fin 2020,

la société enregistrait un déficit de plus de 200 milliards de F CFA. Il avait élaboré un plan de développement sur la période 2022-2026, dont le coût s'élevait à quelque 2300 milliards de F CFA.

Sur le site de la société, on peut lire que les difficultés se résument à un déficit de production du Réseau interconnecté entraînant l'utilisation du thermique (près de 10 % de croissance de la demande par an), la capacité limitée des moyens de production et de distribution dans la plupart des centres de l'intérieur et le niveau élevé des pertes, en particulier du fait de la fraude et surtout la croissance rapide de la demande dans l'ensemble des localités desservies, entraînant la saturation des moyens de production.

Scandale sur scandale Voilà pourquoi les projets de réalisation de la liaison



225 kV bi-terne Sikasso-Bougouni-Sanankoroba-Bamako et celui de la boucle du Sud de 225kV autour de Bamako, qui de-vraient voir le jour l'année dernière, n'ont pu l'être. Pas plus que ceux qui étaient prévus cette année 2023 ; à savoir : la réalisation de ligne bi-terne 225 kV Mnantali-Kambila, l'interconnexion Guinée-Mali Sanankoroba-Siguiri et le tronçon nord de la boucle biterne 225 kV autour de Bamako, entre autres.

Un scandale dit des groupes électrogènes vient d'éclater. En effet, on apprend que sur les 27 groupes électrogènes commandés par le président de la Transition, 13 ont été cramés lors des opérations d'essai. Le nouveau ministre, Bintou Camara, précédemment conseillère auprès du président de la

Transition qui avait débloqué une

enveloppe de 7 milliards, n'a hésité à mettre en cause la direction générale d'EDM-SA. Au sein de l'entreprise, des murmures de corruption se font entendre sur l'affaire des groupes électrogènes et surtout sur la ligne budgétaire "achat de carburant" et "période de haute tension", deux lignes qui capteraient entre 30 à 50 % du budget de fonctionnement de l'entreprise, qui se fixe à plus 230 milliards de F CFA.

D'aucuns confient qu'une société aurait empoché depuis 2019 plus de 50 milliards pour l'achat d'électricité non consommée et critiquent l'enveloppe de plus de 100 millions mensuels dont bénéficieraient les 35 directeurs et assimilés (directeur général, directeur général adjoint, directeurs centraux, etc.)

Fin 2019, en plus de ses recettes propres de l'ordre de 600 milliards

de F CFA, EDM-SA a bénéficié de 133 milliards de F CFA de subvention de l'Etat. L'Etat a également pris d'autres mesures importantes pour améliorer la situation financière de la société telles que l'annulation d'une partie de la dette fiscale à hauteur de 24 milliards de F CFA et l'apurement de la créance de la société vis-à-vis de la centrale thermique Sogli Pangueba Mohamed (Sopam-Energie) pour un montant de 21 milliards de F CFA.

EDM-SA emploierait plus de 2500 agents, 600 stagiaires et une myriade de bénévoles.

Quelque 800 fournisseurs sont enregistrés auprès de la direction commerciale.

■ Source: Le Focus

## A L'ONU

# Le Burkina Faso et le Mali expriment leur soutien aux autorités nigériennes



Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, les dirigeants de deux pays africains, le Burkina Faso et le Mali, ont profité de l'occasion pour exprimer leur soutien sans équivoque aux autorités du Niger, tout en adressant des critiques acerbes à l'encontre de l'Occident, en particulier de la France. Cette déclaration commune a mis en lumière les préoccupations croissantes au sein de l'Afrique subsaharienne concernant les relations avec les puissances occidentales et l'avenir de la coopération internationale.

**L'avenir de l'Afrique en question : Burkina Faso et Mali appellent à une nouvelle approche internationale**

### L'Arrogance de l'Occident dénoncée à l'ONU

**Bamada.net-** Les représentants du Burkina Faso et du Mali ont conjointement dénoncé ce qu'ils ont qualifié d'« arrogance » de l'Occident lors de leur discours à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Ils ont exprimé leur préoccupation face à ce qu'ils considèrent comme une ingérence croissante dans les affaires internes des pays africains et ont appelé à une révision des relations internationales pour promouvoir un partenariat plus égal et équitable entre les nations.

Le Burkina Faso et le Mali ont également montré leur solidarité avec les autorités nigériennes. Cette déclaration de soutien intervient dans un contexte où le Niger fait face à des défis internes importants, notamment des problèmes de sécurité liés à la lutte contre le terrorisme et des troubles politiques. Le Burkina Faso et le Mali ont souligné l'importance de la stabilité régionale dans la lutte contre le terrorisme et ont promis leur coopération continue avec le Niger pour atteindre cet objectif.

Parmi les critiques les plus remarquables formulées par les deux pays, il y avait des reproches à l'égard de la France. Bien que la France ait historiquement joué un rôle important en Afrique de l'Ouest, les dirigeants du Burkina Faso et du Mali ont exprimé leur préoccupation face à ce qu'ils perçoivent comme une politique étrangère française qui ne tient pas suffisamment compte des intérêts et des priorités des nations africaines. Ils ont appelé à un réexamen de la relation franco-africaine pour la rendre plus équilibrée et mutuellement bénéfique.

La déclaration conjointe du Burkina Faso et du Mali à l'ONU souligne les tensions croissantes entre les nations africaines et l'Occident, en particulier la France. Elle met également en lumière l'importance de l'unité régionale en Afrique de l'Ouest pour relever les défis communs, tels que la sécurité et le développement économique. Cette déclaration pourrait inciter d'autres pays africains à exprimer des préoccupations similaires et à rechercher un rôle plus actif dans la définition de leur propre avenir sur la scène internationale.

**BEH COULIBALY**

Source: Bamada.net



Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « **DÈMÉSO** »



APPEL  
GRATUIT

80001120  
80001122



+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**

## Prolongation de la transition

### Moussa Mara et son parti soupçonnent un «caractère prémédité»



**D**ans un communiqué en réaction à la décision des autorités de la transition de reporter l'élection présidentielle en prorogeant la transition, le Parti YELEMA «Le Changement» a été particulièrement critique envers les autorités de la transition. YELEMA ne comprend pas «une nouvelle prolongation de la transition pour une durée indéterminée, après plus de trois ans sans atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés».

Le Parti YELEMA «Le Changement» a exprimé sa surprise dans un communiqué du gouvernement, qui annonce une nouvelle prolongation de la transition pour une durée in-

déterminée. Selon le Parti YELEMA «Le Changement», «aucune des raisons évoquées ne mentionne la situation sécuritaire difficile du pays, qui pourrait être une raison consensuelle nationale pour un éventuel report des élections afin de mettre fin à la transition et de revenir définitivement à un ordre constitutionnel normal».

Cependant, selon ce parti, «il est évident que les autorités de la transition ont surtout mis l'accent sur le manque d'anticipation, l'incompétence de leurs hommes et leur refus d'honorer leurs engagements contractuels avec des partenaires censés produire les documents

électorales». Les raisons avancées pour justifier le report des élections et la prolongation de la transition, loin de convaincre, suscitent de «lourds soupçons quant au caractère prémédité de cette prolongation».

Pour le Parti YELEMA «Le Changement», «cette nouvelle prolongation, en plus de violer la Charte de la transition, n'a fait l'objet d'aucune discussion interne entre les forces vives et ne peut être considérée comme une décision consensuelle».

Selon le Parti de l'ancien Premier ministre Moussa Mara, «la mission de la transition est de créer les

meilleures conditions pour un retour à l'ordre constitutionnel, dans le respect de la Charte de la transition et de nos engagements pris librement devant le peuple malien et avec les partenaires du Mali».

Malheureusement, le Parti YELEMA constate avec regret de nombreux dysfonctionnements dans la conduite du processus de retour à l'ordre constitutionnel. Ces dysfonctionnements, affirme-t-il, «ne sont pas conformes à l'esprit de refondation prôné par les autorités de la transition et tant espéré par les Maliens».

Pourtant, de nombreuses alertes sur l'impossibilité de respecter le calendrier établi à l'époque par le ministère de l'Administration ter-

ritoriale et de la Décentralisation n'ont pas été analysées ni prises en compte. Malheureusement, YELEMA conclut : «Nous aurions souhaité nous tromper, mais le choix d'organiser la seule élection qui met fin au processus électoral, après une seconde prolongation et sans délai, nous donne raison.»

«De nombreux appels ont été faits concernant les risques pris par les autorités de la Transition en décidant de choisir les membres de l'Autorité dite Indépendante de Gestion des Élections par tirage au sort. Cette pratique n'était ni légale ni représentative à nos yeux, car elle pouvait conduire à un organe avec un déficit important de compétence et incapable de mener notre processus électoral comme

souhaité.»

YELEMA dénonce également les «concertations de façade effectuées dans le Cadre de Concertation National, motivées uniquement par la volonté des autorités de la transition de légitimer, aux dépens des Maliens, leur décision de prolonger une seconde fois la période de transition.»

Par ailleurs, le parti YELEMA met en garde les autorités sur les risques qu'elles font peser sur notre pays en adoptant une approche solitaire, non consensuelle et non inclusive dans le but d'atteindre des objectifs inavoués.

**Binandjan Doumbia**

## Hommes politiques : Ils ont trahi le Mali et les maliens ?

**Préférant l'exil à la défense de leur honneur terni dans l'affaire judiciaire relative à l'acquisition de matériels militaires, Tieman Hubert Coulibaly et Boubou Cissé restent manifestement très actifs quand il s'agit de déstabiliser la dynamique engagée pour garantir la souveraineté du Mali. Depuis leur exil, ils ne ratent aucune occasion pour nuire au projet du Mali Kura. Liaison incestueuse avec la France ou les valets de la France, déclarations nuisibles. Tous les coups semblent être permis pour ce faire.**

On se rappelle de ce fameux entretien téléphonique entre le président ivoirien Alassane Dramane Ouattara et l'ancien Premier ministre d'IBK, Dr Boubou Cissé au lendemain de l'embargo de la CEDEAO sur le Mali. L'audio a fait le buzz sur les réseaux sociaux. Dans les conversations, on entend les voix de l'ancien Premier ministre du Mali, Boubou Cissé, qui fait le bilan de la situation socio-économique du Mali au Président ivoirien, Alassane Ouattara. Les deux protagonistes semblent se réjouir des retombées des sanctions économiques de la CEDEAO sur le Mali. « Malgré tout ce qu'ils veulent

faire croire, la situation reste difficile pour eux ...ça va être extrêmement difficile de tenir encore trois

à quatre semaines financièrement. Donc la tension est là, elle est réelle et monte », explique Boubou Cissé au Président ivoirien. Ce dernier, dans sa réponse, traite tous les autorités maliennes de « naïfs », « d'idiots » et « d'ignorants ». « La Russie est la 11e puissance économique aujourd'hui, ce n'est pas la Russie qui va régler leurs problèmes...Je ne comprends pas, on dirait qu'ils sont tombés sur la tête...Ils vont voir que la Russie ne peut pas les aider en dehors de leur faire des promesses et leur envoyer de vieux matériels », précise Ouattara dans l'audio.

Dans la foulée, la justice malienne s'est saisie de l'affaire. En effet, le parquet du tribunal de la

commune IV de Bamako avait annoncé, sur les réseaux sociaux, « l'ouverture d'une enquête

préliminaire pour atteinte ou tentative d'atteinte et complicités à la sûreté intérieure et extérieure du Mali ». « Ouverture d'une enquête préliminaire par le parquet de céans pour atteinte ou tentative d'atteinte et complicités à la sûreté intérieure et extérieure du Mali : support, une conversation téléphonique dont l'authenticité en cours de vérification entre deux hautes personnalités dont l'une est malienne », a publié, le vendredi 11 février 2022, le parquet de la commune IV, sur sa page Facebook. Comme Boubou Cissé, dans sa fuite, depuis 2021, pour échapper à la justice malienne,





Le président du parti UDD, Tieman Hubert Coulibaly non moins ancien ministre de la Défense sous le président IBK reste pas du tout lui aussi tranquille. Il semble garder la rancune tenace envers les autorités de la transition malienne au point d'aller pactiser avec leur ennemi au détriment du peuple malien. En témoin sa surprenante et récente liaison avec l'ancien président déchu du Niger et un ennemi farouche du Mali, Mohamed Bazoum dont il était le Conseiller spécial.

Le Gouvernement de Transition du Niger a annulé, la semaine dernière, plus de quatre cents (400) passeports diplomatiques. Et cerise sur le gâteau, le nom de l'ancien ministre de la Défense et des affaires étrangères du Mali, Tieman Hubert Coulibaly en fuite depuis 2021 pour

se soustraire à l'action judiciaire, y figure. La décision d'annulation révèle qu'il a servi auprès de l'ancien président déchu du Niger, Mohamed Bazoum la fonction de conseiller spécial. Or personne n'ignore les hostilités permanentes de ce dernier à l'endroit des autorités maliennes de la transition, envers les FAMA et peuple malien tout au long de son séjour au palais présidentiel de Niamey. Alors question : les virulentes et méchantes critiques diplomatique et sécuritaires de Bazoum à l'adresse du Mali seraient-elles sur la base des conseils de Tieman Hubert Coulibaly. On se rappelle en tout cas, que lui aussi depuis sa cachette ne rate aucune occasion pour faire un règlement de compte aux autorités maliennes de la transition.

En tout cas, les Maliens dans leur écrasante majorité ont surpris de voir le nom de Tieman Hubert Coulibaly figurer sur la liste des conseillers spéciaux du président Bazoum, lui qui n'a jamais fait de cadeau aux autorités maliennes de la transition et au peuple malien. Une chose est sûre dit-on, l'ami de ton ennemi est ton ennemi. Pour rappel, l'ancien ministre de la Défense et des anciens combattants, Tieman Hubert Coulibaly avait pris la clé des champs en 2021 fuyant les enquêtes ouvertes sur des scandales impliquant certains barons du régime IBK. IL s'agit de l'achat d'équipements militaires, la gestion de fonds alloués à l'exécution de la loi d'orientation et de programmation militaire et de l'achat d'avion présidentiel.

En tant que ministre de la Défense, il a été au cœur de certaines opérations d'achats d'équipements militaires. Dans ce cadre, il devait éclairer la lanterne des enquêteurs. Le ministre Tieman, fut débarqué du gouvernement le samedi 3 septembre 2016, après la prise de la ville de Boni (région de Mopti) par des djihadistes, à la veille. Auparavant, une

base des FAMA avait été attaquée à Nampala, au centre dans la région de Ségou, le 19 juillet 2016. Sollicité, le renfort n'est jamais arrivé faute d'équipements.

Pris de panique, Tieman Hubert aurait fait des déclarations mensongères ce qui lui coûta son poste.

Qu'en est-il du président du parti SADI Oumar Mariko qui, depuis sa cachette en occident, et dans une récente sortie, ne souhaite que la ruine du Mali.

**La Rédaction**  
Source : pretoire

## Soutien aux FAMA : Appel aux patriotes



**Le premier ministre, Choguel Kokalla Maiga, a présidé ce lundi 18 septembre 2023, au CICB, la cérémonie de lancement d'une campagne de sensibilisation dénommée « appel au sursaut patriotique et citoyen Tabalé », des hommes de culture, des organisations culturelles, du RECOTRADE, des légitimités traditionnelles, suite à la recrudescence des attaques ciblées contre les populations civiles et les militaires.**

C'était en présence du ministre de l'Artisanat, de la culture, de l'industrie hôtelière et du tourisme, Andogoly GUINDO ; de plusieurs membres du gouvernement ;

des membres du CNT ; du représentant du patriarche des familles fondatrices de Bamako, Bamou NIARE ; du représentant des légitimités traditionnelles du nord, Bajan Ag

HAMATOU ; du RECOTRADE, El Hadj Moctar KONE, etc.

L'objectif de cette rencontre est de mettre en synergie les légitimités

traditionnelles, les organisations de la société civile, les communicateurs traditionnels, les acteurs de la culture, les organisations culturelles pour créer l'union sacrée autour de la Patrie, afin de consolider l'unité nationale, la cohésion sociale, le vivre ensemble.

Elle se veut comme une invite de l'ensemble du Peuple malien et du monde de la culture, en particulier, à repenser les ressorts culturels nécessaires au sursaut national pour la défense de la patrie, la paix et l'unité nationale.

Cette rencontre se tient à un moment où notre nation tant éprouvée connaît de nouveaux soubresauts funestes que les ennemis tentent de l'imposer par la terreur, la barbarie.

Un contexte jugé grave et marqué par les attaques terroristes, mais aussi la détermination pour faire face à l'adversité contre notre cher pays.

Dans un tel contexte, a souligné le ministre Andogoly GUINDO, le riche patrimoine culturel millénaire, constitue une ressource inestimable pour réguler les tensions, conjurer les démons de la terreur et instaurer un climat de paix et d'humanisme.

Le ministre de l'Artisanat, de la culture, de l'industrie hôtelière et du tourisme, Andogoly GUINDO, dira que la mise en service de nos ressources culturelles est plus qu'une nécessité, elle doit être placée sous le sceau de l'urgence.

Ainsi, sur instruction du Président de la transition, il s'agit pour le gouvernement de prendre des actions pour la mise en synergie des consciences pour la défense de la patrie enfin de préserver notre unité nationale.

«C'est un appel au sursaut patriotique, Tabalé, c'est un cri de cœur ; un appel à la résistance culturelle », a-t-il déclaré.

«Par ces temps brumeux, ou clairs où notre peuple est attaqué de toutes parts, si nous restons couchés, ça sera fini pour nous. Par ces instants graves, où la patrie est en danger, si nous ne formons pas l'unité, ça sera fini», a-t-il prévenu.

«Unis, nous vaincrons, c'est tout le sens de Tabalé, qui n'est pas un appel à aller au front, car nos FAMA sont en train de se battre avec courage et bravoure, sans tapage médiatique, et remporte chaque jour des victoires éclatantes sur l'ennemi», a-t-il précisé.

L'occasion était bonne pour lui de rendre hommage aux FAMA.

Selon lui, Tabalé c'est le soutien que nous devons tous apporter à nos FAMA. Pour ce faire, dit-il, nous devons à tout niveau éviter l'amalgame qui est une arme efficace, intelligemment utilisée par l'ennemi pour nous diviser et nous affaiblir.

«Le Mali, c'est une histoire commune, un destin commun. Nous devons tous, en tant que Maliens, unir nos intelligences, nos énergies, nos moyens, pour sauver ce que nous avons de plus cher, le Mali », a lancé le ministre de la Culture.

«Quelle réponse opposée au projet funeste de division de notre pays ?» s'est-il interrogé, avant de déclarer que dans l'urgence il faut que les Maliens se parlent, il faut qu'ils s'écoutent, il faut qu'ils se donnent la main en tant que frère, en tant que Malien.

Au nom des légitimités du nord, l'honorable Bajan Ag HAMATOU a condamné les dernières attaques terroristes survenues dans notre pays contre les civils et les militaires.

«Nous condamnons de la façon élevée l'attaque contre "le bateau Tombouctou", nous condamnons toutes les attaques contre l'armée malienne ; nous condamnons tout ce qui tue dans ce pays», a-t-il tranché.

Au nom des chefferies traditionnelles, il a présenté ses condoléances à la nation.

«Si nous sommes vraiment chefs traditionnels, nous avons l'obligation d'être avec ceux qui dirigent notre nation. Nous n'avons pas le droit de ne pas soutenir les autorités et l'armée malienne qui est chargée de nous protéger», a-t-il affirmé.

Avant de terminer, il a lancé un appel aux groupes armés séparatistes et

terroristes qui se réclament du Mali, les invitant à abandonner les hostilités, au nom de l'islam, de la dignité, au nom du Peuple malien.

«Il y a eu trop de morts, ça suffit», a-t-il imploré.

Le notable du nord a aussi appelé l'État à chercher la solution pour mettre fin à cette situation.

«Tous ceux qui ne sont pas avec l'État malien, le gouvernement doit comprendre qu'ils ne sont pas descendants de la chefferie du Mali », a-t-il dit.

Selon lui, il faut que l'État reconnaisse et tienne compte du rôle que jouent les chefferies traditionnelles.

« Nous nos grands-parents ont fait la guerre pour le Mali, ont travaillé jusqu'à la fin de leur vie pour le Mali », a-t-il rappelé.

Dans son intervention, le Premier ministre, le Dr Choguel Kokalla MAÏGA, a souligné que l'armée a besoin du soutien du peuple.

En cette période de recrudescence des violences terroristes contre les populations civiles et les positions de l'armée, le PM a assuré que les FAMA ont occupé toutes les emprises laissées par la MINUSMA.

Dans son propos, il a invité les Maliens à éviter les amalgames.

Selon lui, notre guerre est juste et nous allons la gagner.

«Nous ne pouvons pas accepter qu'ils viennent imposer les idées coloniales. Soyez certains de la victoire du Mali», a-t-il rassuré. Puis a-t-il lancé un appel à l'union sacrée de tous les Maliens.

Avant de terminer, le chef du gouvernement a remercié la Russie, la Chine, et la Turquie pour leurs soutiens.

Cette cérémonie a été marquée par la lecture des messages de paix et de soutien à l'armée dans plusieurs langues nationales.

**Par Abdoulaye OUATTARA**  
Info Matin

## Le Président Alpha Oumar Konaré : « L'indépendance pour un peuple est une question éternelle »



**En 1993, à l'occasion du 33<sup>e</sup> anniversaire de l'accession du Mali à l'indépendance, le Président alpha Oumar Konaré éprouvé par un début de mandat tumultueux, s'est adressé à la nation comme il sait si bien s'y prendre. 30 ans après, son message reste plus que jamais d'actualité. Le texte intégral.**

**L**e 22 Septembre est le lieu de notre mémoire où, chaque année comme dans une Communion rituelle, se réforme la longue chaîne des générations – passées, présentes et à venir – de notre histoire. L'indépendance que nous célébrons, avec faste ou simplicité, selon les contraintes de l'heure, fut obtenue, il faut le rappeler, au terme d'une longue lutte ; depuis les premiers temps de la colonisation, de résistances mal éteintes en colères étouffées, d'exils intérieurs en bannissements cruels, d'oppositions passives en migrations volontaires, le large fleuve de notre revendication nationale s'est gonflé

jusqu'au débordement.

“Il n'est d'indépendance sans combat, sans travail et sans solidarité”

Beaucoup sont aujourd'hui partis parmi ceux qui ont écrit les plus belles pages de la résistance et de la lutte de notre peuple. Fort heureusement, nombreux restent parmi nous vivants, ceux qui étaient des combattants d'hier. Si nous les interrogeons, ils nous diront, j'en suis certain, que l'Indépendance est un combat, long et difficile.

Ils nous diront aussi qu'il n'est d'indépendance sans travail, car 1960 a été le fruit d'efforts partagés. Et

C'est toujours par le travail qu'un peuple réalise l'espérance. Ils nous diront, enfin, qu'il n'est pas d'indépendance sans solidarité. Nous sommes comme les doigts d'une main. Et toutes les volontés, légitimes, souhaitables, nécessaires de réussite individuelle, ne doivent nous faire oublier la destinée collective et cette terre où elle s'enracine, que nous avons reçue en partage.

L'indépendance est pour un peuple une question éternelle.

Elle se joue dans sa vie quotidienne, dans l'entrelacs des stratégies individuelles, dans le tissu des décisions collectives. Aujourd'hui,

il nous faut reconnaître que les échecs de notre développement ont transformé, pour beaucoup, les lendemains d'espoir en tristes déchéances, en quotidiens de douleur. Nous sommes loin de l'indépendance à laquelle nous aspirions. Aujourd'hui, il nous faut reconstruire dans un contexte incertain.

Le monde digère difficilement des changements gigantesques. Entre les certitudes d'hier et les équilibres de demain, nous vivons un temps de crise où la sécurité et la paix, le développement et la liberté se fraient un chemin difficile.

Dans ce monde tourmenté, l'Afrique reste une terre de désespérance. Les conflits sont nombreux, jetant sur les routes des cohortes de réfugiés. En raison de notre pauvreté et du mal développement de nos villes, notre environnement se dégrade continuellement. Notre régime démographique ne s'accorde pas à la production des richesses. La terrible épidémie de SIDA gagne chaque jour du terrain.

Dans toutes ces dimensions essentielles pour l'avenir, le tableau est hélas sombre. Peu de sociétés résistent dans cette tourmente.

Mes chers compatriotes, il nous faudra lutter davantage pour reconstruire et espérer nous développer. Je vous exhorte au travail et à la persévérance. Demain viendra, avec les richesses, le temps du partage. Mais aujourd'hui il nous faut travailler dur et être toujours plus solidaires.

Je voudrais dire à tous ceux qui s'estiment créanciers de l'Etat ou en droit d'attendre de lui, Paysans, Travailleurs, Chômeurs, Élèves, Commerçants, Civils et Militaires, à tous, je voudrais dire que la multitude des problèmes de la société malienne commande un traitement échelonné dans le temps des quêtes et sollicitations de la solidarité publique.

"Les difficultés du Mali ne s'éclipseront pas en un jour"

Car aucun groupe ne doit être privilégié ou lésé, aucune famille ne doit avoir plus de droits qu'une autre.

La contrainte financière impose la hiérarchisation, c'est-à-dire la définition d'un ordre de priorité. Bien gérer les priorités est le défi que le Gouvernement doit relever.

Mais vous devez savoir qu'aucun gouvernement ne peut réussir sa mission dans une tension permanente, en gérant chaque jour sous la menace de tous, chacun prenant d'assaut le trésor public. Les difficultés du Mali ne s'éclipseront pas en un jour. J'en appelle à votre patience et à votre tolérance.

L'indépendance, c'est-à-dire la libre détermination de soi, la gestion à notre bénéfice des interdépendances qui forment le monde actuel, l'indépendance est à ce prix. Et nous sommes sur la bonne voie.

Quand j'évalue la foi, l'audace, le sacrifice que le peuple malien a consenti pour arracher le Mali à 23 années d'arbitraire, lorsque je me souviens de la maturité avec laquelle les institutions de la III<sup>e</sup> République ont été mises en place, ce dont le monde entier nous rend témoignage, je ne puis douter, un seul instant, de notre victoire prochaine.

Privilégier le dialogue et la concertation

En choisissant la démocratie, le peuple malien a choisi la Renaissance. En choisissant la promotion des initiatives privées, le peuple malien a choisi de voir récompensé le mérite. En choisissant la solidarité, le peuple malien a fait le choix d'un développement humain durable.

La III<sup>e</sup> République est le fruit de ces engagements. Pour l'heure, je puis vous l'assurer, elle n'a pas démerité. Elle s'est attelée à un patient travail de recomposition et de rénovation sociale. Que le Gouvernement, en toute circonstance, ait privilégié le dialogue et la concertation, sans esprit de démission, témoigne de cette volonté nécessaire.

La paix sociale aujourd'hui retrouvée, au terme d'une année particulièrement difficile, ne nous fait pas regretter le prix payé pour y parvenir, car je tiens pour un credo

que le Mali ne retrouvera son éclat d'antan que dans la tolérance et la réconciliation. La jeune démocratie malienne est aujourd'hui parmi les plus actives, dans la responsabilité et le respect mutuel.

Le pluralisme est une réalité ; c'est une chance. Nous sommes en train de la saisir.

Apprendre à vivre avec nos moyens

En outre, dans un avenir proche, la démocratie se nourrira de la décentralisation des pouvoirs publics. Des exécutifs locaux seront bientôt élus pour exercer des compétences étendues. J'y vois un chantier formidable pour tous les entrepreneurs de ce pays, jeunes moins jeunes, hommes et femmes, citadins et ruraux. Je les y convie. C'est encore une chance que nous saurons saisir. Mais il nous faut apprendre à vivre avec nos moyens.

Mes chers compatriotes, nous consommons aujourd'hui ce que nous devrions épargner et investir pour demain.

Et, loin de financer cette consommation sur des ressources internes, sur le revenu tiré de la production nationale, nous y avons affecté les ressources de l'aide extérieure. Nous consommons aujourd'hui l'aide que l'on nous a apportée pendant ces années d'ajustement en contrepartie de nos efforts de développement.

Assurément, cela ne pouvait durer qu'un temps. Aujourd'hui que les appuis extérieurs commencent à faire défaut, nos partenaires eux-mêmes n'en pouvant plus, le temps est venu de procéder à des ajustements internes. C'est tout l'enjeu des mesures prises par le Gouvernement de Me Abdoulaye Sékou Sow.

Ces mesures, je les approuve car elles sont nécessaires. Elles se traduiront pour nombre d'entre nous par davantage d'austérité. Je sais qu'elles pourront être éprouvantes par certains aspects pour les cadres.

Je voudrais dire aux travailleurs des entreprises pouvant être concernées par les mutations à venir, quelles sont indispensables et

si elles n'étaient pas opérées aujourd'hui, elles le seront de toute façon demain et le coût à payer serait plus lourd.

Tout ceci m'est pénible. Mais je failirais à mes engagements et aux devoirs de ma charge si je ne faisais la différence entre la voix de la raison et celle des sentiments. Il nous faut faire des économies, enrayer la baisse continue de nos recettes par une lutte farouche contre la fraude, pour une moralisation de l'Administration.

Je veillerai à ce que les emplois soient au mieux préservés, que toutes ces opérations se déroulent dans la concertation, la transparence.

Je veillerai à ce que soit lancé rapidement un plan de développement pluriannuel s'appuyant sur les capacités nationales et de nouvelles alternatives, et prenant en compte les préoccupations des populations.

#### **Mes Chers Compatriotes,**

Les dérapages que nous connaissons dans la gestion des finances publiques sont de nature à compromettre l'ensemble des objectifs en matière d'assainissement financier et de croissance économique.

Dans le contexte d'une croissance de l'économie mondiale faible (2 à 3%), d'une diminution actuelle et à venir des flux d'aide vers l'Afrique en raison de la conjoncture sociale dans les pays donateurs et de la

concurrence des pays de l'ancien Bloc de l'Est, d'une croissance intérieure devenue négative en termes réels (-0,8% pour l'année 1993), le rétablissement rapide de nos équilibres financiers est la seule option raisonnable qui préserve l'avenir et permette d'envisager de renouer avec la croissance.

Ce faisant, permettez-moi de vous dire que j'ai apprécié le fait que malgré les divergences et les différences, la grande majorité des partis politiques, les syndicats et les associations, aient répondu à l'appel du Gouvernement pour examiner ensemble les moyens de sauver le pays en danger. C'est à cette marque là que l'on reconnaît les descendants d'une culture millénaire, toute pétrie de l'intérêt supérieur de la Patrie. Cette patrie au nom de laquelle encore les forces armées et de sécurité nationale reçoivent, en leur sein, les éléments des Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad (MFUA) qui leur étaient hier opposés et qui, aujourd'hui, pour la défense du processus démocratique, se rangent à leurs côtés pour engager ensemble, dans l'unité retrouvée, de nouveaux combats sur le champ de la bataille économique et de la construction nationale.

C'est là une espérance nouvelle que cette fraternité d'armes, dont les fils se tissent tous les jours, délicatement, patiemment, pour former la trame d'une Armée nouvelle, républicaine, égale pour toutes les

populations, ouverte sur l'avenir, que nous devons cultiver, aduler et faire fleurir et germer.

#### **Mes Chers Compatriotes,**

Ce jour, 22 Septembre, date anniversaire de notre Indépendance, donne toute sa signification à la croisade qui vient de commencer, tant il est vrai que l'indépendance n'est jamais un acquis mais bien une œuvre en perpétuel devenir. Sans craindre l'effort, sans sacrifier à la facilité, sans céder au désespoir. Cette œuvre, ensemble, nous la réaliserons.

Pour conduire une telle mission, je fais confiance au Premier Ministre, chef du Gouvernement, aux Hommes et aux Femmes désintéressés, d'une loyauté et d'une solidarité à toutes épreuves, surtout en ces moments difficiles, qu'il saura toujours réunir autour de lui.

#### **Mes Chers Compatriotes,**

Nous sommes une jeune Nation mais un vieux peuple, et dans les vieux peuples, l'espoir ne s'éteint jamais. En cela ma Foi et ma Conviction sont inébranlables.

Que Dieu nous assiste pour que vive le Mali !

Source : Recueil du Discours  
1992-1997 de **Son Excellence**  
**Alpha Oumar Konaré**  
Le challenger

Abonnez-vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 - Mail: @gmail.com

Site: www.malikile.com

# L'INA : Le ministre Andogoly Guindo annule la vente des locaux

## Les faits...

À l'issue du conseil des ministres du mercredi dernier sur proposition du ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, le Conseil des Ministres a pris acte d'une communication relative aux propositions d'actions pour la conservation et la gestion des bâtiments de l'ex-siège de l'Institut National des Arts.

L'Institut national des Arts de Bamako est un établissement d'enseignement professionnel en Arts, Métiers et Animation socioculturelle créé en 1933 sous le nom la Maison des Artisans Soudanais qui devient plus tard l'École artisanale de Bamako, puis l'Institut National des Arts en 1963. De sa création à nos jours, l'Institut a formé plusieurs hommes de culture, de célèbres artistes comme les Guimba national, Michel Sangaré, Maimouna Hélène Diarra etc... et hommes de médias.

De style néo-soudanais, les bâtiments de l'Institut National des Arts comprennent des ateliers, des salles de classes, des bureaux, une galerie d'exposition et une salle de spectacles.

La devanture de l'Institut National des Arts (INA)

Les difficultés d'accès, la vétusté des locaux et les inconforts liés aux pollutions et nuisance sonores ont rendu nécessaire la délocalisation de l'établissement. La cour de l'INA est insérée dans un tissu urbain dont la mobilité et la densité commerciale sont élevées.

C'est dans ce cadre que des nouveaux locaux ont été construits dans la zone aéroportuaire Bamako Sénou pour accueillir l'Institut dès la rentrée prochaine des classes, prévue en octobre.

Pour toutes ces raisons En 2016, la décision a été prise pour délocaliser cette école. Et c'est comme ça que les spéculateurs fonciers en complicité



**L'Institut National des arts (INA) sis dans le quartier de Bozola-Bagadadji en face de la Maison des Artisans de Bamako, dans la commune II du district de Bamako, en plein cœur du grand marché de la capitale des trois caïmans, faisait l'objet de convoitise sauvage de la part des commerçants, surtout avec la délocalisation de l'établissement dans la zone aéroportuaire Bamako Senou. Contre toute attente ce patrimoine culturel et historique de l'État a été bradé par certains cadres véreux de l'administration en complicité avec les spéculateurs fonciers. L'actuel ministre en charge de l'Artisanat et de la Culture vient de mettre un terme à cette vente illégale pour permettre à l'Etat de conserver et de gérer les bâtiments comme patrimoine culturel.**

té avec certains agents de l'Etat ont mis les bâtiments en vente et certainement empoché les dividendes. Non content du bradage de ce patrimoine emblématique, la transition vient d'annuler la vente de ce bien patrimonial national et de procéder au classement comme patrimoine culturel.

C'est pourquoi le ministre Andogoly et son équipe envisagent les actions suivantes pour la conservation et la gestion de l'ex siège de l'Institut : de préserver l'intégrité physique des bâtiments en tant qu'éléments du

patrimoine culturel ; de réhabiliter et maintenir l'infrastructure dans un état fonctionnel ; de conférer à l'infrastructure une nouvelle vocation afin qu'elle continue à jouer son rôle de creuset de la créativité artistique, du savoir et du savoir-faire malien et en faire un des principaux centre d'attraction de la ville de Bamako. Avec cette décision responsable, le ministre Andogoly Guindo annule cette vente illégale et sauve les bâtiments de l'Institut National des Arts.

**A.B.D**  
L'Enquêteur

## Burkina Faso

# Suspension de « tous les supports de diffusion » de Jeune Afrique



jeune  
afrique

**A**près nos récentes publications faisant état de tensions au sein de l'armée, les autorités de transition burkinabè ont accusé Jeune Afrique de diffuser des articles « mensongers ».

Le Burkina Faso a annoncé lundi soir la suspension sur son territoire de « tous les supports de diffusion » de Jeune Afrique après la parution d'articles évoquant des tensions au sein de l'armée burkinabè.

Depuis un an, les militaires au pouvoir à Ouagadougou ont suspendu temporairement ou sine die la diffusion de plusieurs chaînes de télévision ou radio et expulsé des correspondants étrangers, de médias français notamment.

Le gouvernement de transition a « décidé en toute responsabilité de la suspension jusqu'à nouvel ordre de tous les supports de diffusion de Jeune Afrique au Burkina Faso à

compter de ce lundi 25 septembre », a écrit le porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication, Rimtalba Jean Emmanuel Ouédraogo.

### DISCREDIT

Le gouvernement justifie sa décision par la diffusion d'« un nouvel article mensonger sur le site du journal Jeune Afrique, intitulé "Au Burkina Faso, toujours des tensions



au sein de l'armée" » et publié ce lundi. « Cette publication fait suite à un article précédent [publié jeudi] dans lequel Jeune Afrique alléguait qu' "Au Burkina Faso, la grogne monte dans les casernes" », ajoute le ministre.

Selon le gouvernement, « ces affirmations faites à dessein sans l'ombre d'un début de preuve n'ont pour seul but que de jeter un discrédit inacceptable sur les Forces armées nationales et par-delà l'ensemble des forces combattantes ».

### NOMBREUSES SUSPENSIONS

La décision des autorités burkinabè intervient près d'un an après l'arrivée au pouvoir du capitaine Ibrahim

Traoré par un coup d'État, le deuxième en huit mois.

En juin, les autorités burkinabè avaient annoncé la suspension de la chaîne française LCI pendant trois mois, après avoir expulsé les correspondantes des quotidiens français Libération et Le Monde en avril.

Fin mars, elles avaient ordonné la suspension sine die de la chaîne de télévision France 24, après avoir suspendu en décembre 2022 Radio France Internationale (RFI), médias publics français accusés d'avoir relayé des messages de chefs jihadistes.

Le Burkina avait également suspendu pendant un mois, entre août

et septembre, la radio nationale la plus écoutée du pays, Radio Oméga, accusée d'avoir interviewé un opposant au régime militaire du Niger, confronté lui aussi à des attaques jihadistes récurrentes. « Le gouvernement restera intraitable avec tout acteur médiatique qui mettra sa plume au service d'intérêts étrangers à ceux du peuple burkinabè », rappelle le communiqué.

jeuneafrique (Avec AFP)

## Retrait français du Niger : "un moment historique" selon le CNSP, "une victoire" pour les souverainistes

Après s'y être fermement opposée, la France a décidé de retirer son ambassadeur et ses soldats du Niger

**D**e nombreuses réactions ont été enregistrées au Niger, suite à l'annonce de la France de retirer son ambassadeur et ses militaires basés dans le pays.

"Ce dimanche, nous célébrons la nouvelle étape vers la souveraineté du Niger. Les troupes françaises ainsi que l'ambassadeur de France quitteront le sol nigérien d'ici la fin de l'année", a déclaré le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), l'organe militaire au pouvoir, dans un communiqué.

"C'est un moment historique qui témoigne de la détermination et de la volonté du peuple nigérien", a ajouté la même source, prévenant que "toute personne, toute institu-

tion ou structure dont la présence menace les intérêts et les projections de notre pays devront quitter la terre de nos ancêtres, qu'elles le veuillent ou pas".

Pour le Front patriotique pour la souveraineté du peuple (FPS), un des principaux mouvements de la société civile engagés dans le combat pour l'affirmation de la souveraineté du Niger face à la France, l'annonce du retrait de l'ambassadeur et des soldats français est "une victoire" pour le peuple nigérien. "Grâce à notre détermination, Emmanuel Macron vient de signer la reddition de la France devant le vaillant peuple nigérien, en actant le départ de l'ex-ambassadeur Syl-

vain Itté et des soldats français", a indiqué le FPS dans un communiqué. Dans un entretien accordé à Anadolu, le journaliste Ibrahim Amadou estime que l'annonce du retrait de l'ambassadeur et des soldats français "reste une profession de foi des autorités françaises qui continuent à ne pas reconnaître les pouvoirs au pouvoir du Niger". S'interrogeant avec quel acteur la France va négocier les procédures du retrait de ses troupes du territoire nigérien, le journaliste estime que pour obtenir un retrait véritable de la France de leur pays, "les Nigériens doivent maintenir la pression".

Selon Bousada Ben Ali, journaliste



soutenant activement le président déchu Mohamed Bazoum, la décision de la France de retirer son ambassadeur et ses soldats ne signifie nullement une rupture avec le Niger. "La France restera sans doute engagée avec les mêmes capacités aux côtés des démocrates qui luttent pour le retour à l'ordre constitutionnel avec le rétablissement du président Bazoum", a-t-il soutenu

dans un entretien à Anadolu.

Dimanche, le président français Emmanuel Macron avait annoncé la décision de son pays de retirer son ambassadeur et ses troupes dont les nouvelles autorités militaires ont exigé le départ du Niger. Expliquant ne reconnaître aucune légitimité à ces autorités, la France avait rejeté cette demande et décidé du

maintien de son ambassadeur et de ses soldats. Depuis le coup d'État du 26 juillet dernier contre le président Mohamed Bazoum, une crise diplomatique oppose la France et son ancienne colonie le Niger.

**Source:** <https://www.aa.com.tr/fr/>

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

## Real Madrid: Javier Tebas annonce l'arrivée de Kylian Mbappé

C'est une saga qui n'en finit plus depuis le début de la carrière de Kylian Mbappé. Alors que le Bondynois a toujours été un amoureux du club de la Maison Blanche, il a souvent été proche de poser ses valises à Madrid.

Refusant finalement le club le plus titré en Ligue des Champions à plusieurs reprises, ce dernier pourrait

revenir à la charge cet été alors que KM7 pourrait être en fin de contrat à Paris s'il ne prolonge pas avec le club de la capitale.

Interrogé par Movistar+, Javier Tebas, le président de la Liga, est revenu sur la possibilité de voir Mbappé rejoindre les pensionnaires de Santiago-Bernabeu dans les prochains mois.

Pour lui, le club présidé par Florentino Perez a de grandes chances d'attirer le champion du monde 2018 : «Convaincu, non, mais c'est un destin pour lui, c'est sûr. Je pense qu'il sera en Liga la saison prochaine à 70 ou 80 pour cent.»

Source : Footmercato





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre travail commence à vous lasser. Toutefois, avant de changer le cap, il est essentiel que vous pesiez le pour et le contre, sinon vous risqueriez sinon de tomber de haut. Ne prenez aucune décision importante à chaud, laissez la nuit passer : le lendemain, vos idées seront plus claires. Il y a effectivement des éléments à modifier dans votre vie, mais il n'est pas certain qu'un changement trop radical soit la solution qu'il vous faut.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Vos idées payent aujourd'hui. Parfois perçues comme farfelues, elles prennent un tour différent en orientant votre travail vers des perspectives nouvelles. L'opération se révèle gagnante, et vous marquez des points auprès de vos collaborateurs. Ces idées doivent toutefois être concrétisées, ce qui prendra du temps. Un coup de frein qui vous ralentit dans votre lancée, et qui devient source de frustration. Restez zen.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous vous cherchez de nouveaux buts professionnels. Questionnez vos collaborateurs, et interrogez-vous également sur vos propres centres d'intérêt. L'envie d'ailleurs vous démange, et vous réfléchissez carrément à un déménagement. Pesez le pour et le contre, tâtez le terrain auprès de vos proches avant d'entreprendre des démarches. Vous ne pourrez pas agir en solitaire sur ce coup, ne froissez pas ceux qui vous entourent.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Un changement s'annonce pour votre vie professionnelle. Il peut s'agir d'une évolution, de l'arrivée d'un nouveau collaborateur, voire d'un changement radical de carrière. Soyez attentif aux signes de l'univers, vous devriez recevoir dans la journée quelques indices quant à la direction que va prendre votre vie pro. Vous avez toujours eu de l'audace et vous allez, encore une fois, savoir saisir les nouvelles opportunités !



## Lion (22 juillet - 23 août)

En personne réfléchie, vous vous accordez le temps de la réflexion avant de prendre une décision importante. Mais à trop peser le pour et le contre, vous manquez peut-être des occasions professionnelles qui ne se représenteront pas. Si votre job actuel ne vous convient plus, il est peut-être temps de laisser parler vos envies. Un projet vous tient à cœur depuis longtemps, pourquoi ne pas vous lancer et bâtir un nouvel horizon professionnel ?



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Le syndrome de l'imposteur est votre pire ennemi, et ce, depuis trop longtemps. Vous avez l'impression de ne pas mériter ce que vous possédez aujourd'hui. Pire, vous craignez d'être démasqué comme étant un escroc qui aurait réussi par une série de hasards. Heureusement, à la suite d'un événement particulier dans votre vie, vous allez enfin comprendre que vous êtes digne de la reconnaissance qu'on vous accorde dans votre milieu professionnel.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Créativité et inspiration artistique seront les deux mots-clés de votre journée. Deux qualités que vous mettrez à profit dans votre vie professionnelle, mais aussi dans votre quotidien. Lors du retour à la maison, vous aurez des envies de créer de vos propres mains, de bricoler, de réaménager, de ranger. Cela vous donne confiance en vous, tout en vous ouvrant à de nouvelles perspectives. Faites fructifier vos bonnes idées.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Veillez à être diplomate si vous souhaitez parvenir à vos fins et obtenir une promotion. L'arrogance et l'autosatisfaction sont rarement de bons conseils. Pas d'inquiétude à avoir, on connaît vos compétences et vous devriez en être récompensé dans un délai assez bref. Si votre impatience est légitime, n'oubliez pas que tout vient à point à qui sait attendre. Continuez à montrer vos aptitudes, le vent va bientôt tourner en votre faveur.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous aimez travailler, votre job vous convient parfaitement. À un point tel que vous générez, sans le savoir, quelques jalousies. Laissez les envieux parler. Cela les occupe pendant que vous tracez votre route. Vous avez beaucoup œuvré pour arriver où vous êtes. C'est donc le moment d'en profiter. D'autant qu'il se murmure que votre attitude est très appréciée en haut lieu. Elle pourrait vous valoir une promotion. Voilà qui va encore faire jaser !



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous avez les clés de votre situation professionnelle. Si vous souhaitez vous donner, vous savez que les efforts seront récompensés. Foncez et ne reculez devant rien, vous obtiendrez ce que vous voudrez. Cependant, si vous souhaitez garder votre rythme de croisière, faites-le savoir à votre entourage professionnel. Tout est une question de choix, et c'est tellement rare de l'avoir. Vous avez le pouvoir, choisissez selon vos envies !



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Votre quotidien au travail risque d'être bousculé par quelques imprévus, il peut s'agir de malentendus ou encore de retards. Ne vous laissez pas déstabiliser et gardez en tête vos objectifs : la situation va rentrer dans l'ordre et vous parviendrez à les atteindre en temps et en heure. Vous savez garder votre sang-froid même en période de stress, et c'est une qualité qui va vous être utile ces prochains jours.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Votre réactivité et votre capacité à gérer les situations d'urgence vous font marquer des points. Votre hiérarchie se félicite de vous compter dans son équipe. Si vous songez à demander un avancement ou davantage de responsabilités, la période y est favorable. Toutefois, sachez rester humble, car une demande teintée de vanité serait très mal perçue. Rappelez-vous que nul n'est irremplaçable, aussi doué soit-il.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>1273 <b>Malikilé</b></p> <p><b>Kamena lève le voile!</b></p>	<p>1274 <b>Malikilé</b></p> <p><b>Les enfants de Badalabougou servis</b></p>	<p>1275 <b>Malikilé</b></p> <p><b>Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</b></p>	<p>1276 <b>Malikilé</b></p> <p><b>La grosse arnaque!</b></p>
<p>1277 <b>Malikilé</b></p> <p><b>242 filles et femmes installées</b></p>	<p>1278 <b>Malikilé</b></p> <p><b>De quoi ont peur les pays de la zone franc?</b></p>	<p>1279 <b>Malikilé</b></p> <p><b>Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</b></p>	<p>1280 <b>Malikilé</b></p> <p><b>Les travaux débütent aujourd'hui!</b></p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23